

Tendances des marchés - Initiative Conjointe de Suivi des Marchés

JANVIER - JUIN 2023 | REPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

CONTEXTE

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est très complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes¹. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés. C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par [le Cash Working Group](#) (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire. L'ICSM consiste en la mise en place d'un système collaboratif de suivi des prix d'un panier de biens alimentaires et non-alimentaires sélectionnés : [le panier de dépenses minimum](#) (*Minimum Expenditure Basket*, MEB) à travers l'utilisation d'une méthodologie et d'un outil commun par les différents partenaires de l'initiative.

Le Cash Working Group ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

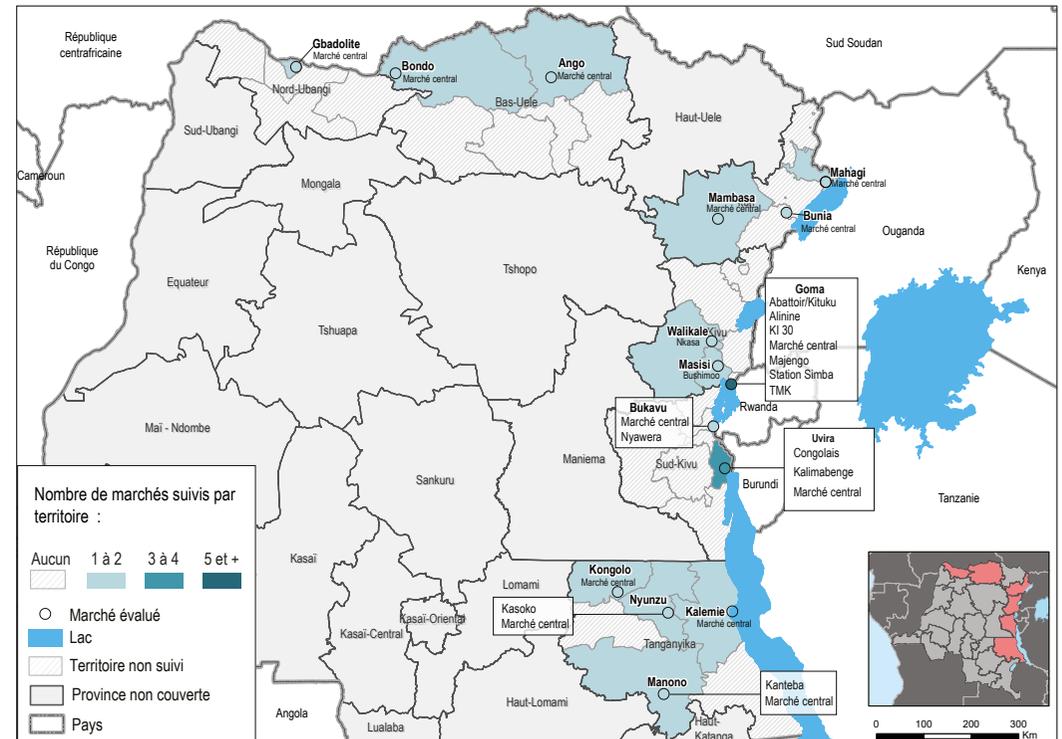
Partenaires de l'initiative :



EPER
Pain pour le prochain.



LOCALISATION DES MARCHÉS ÉVALUÉS - PREMIER SEMESTRE 2023



Évolution du coût médian du MEB (en Franc Congolais (FC)) :

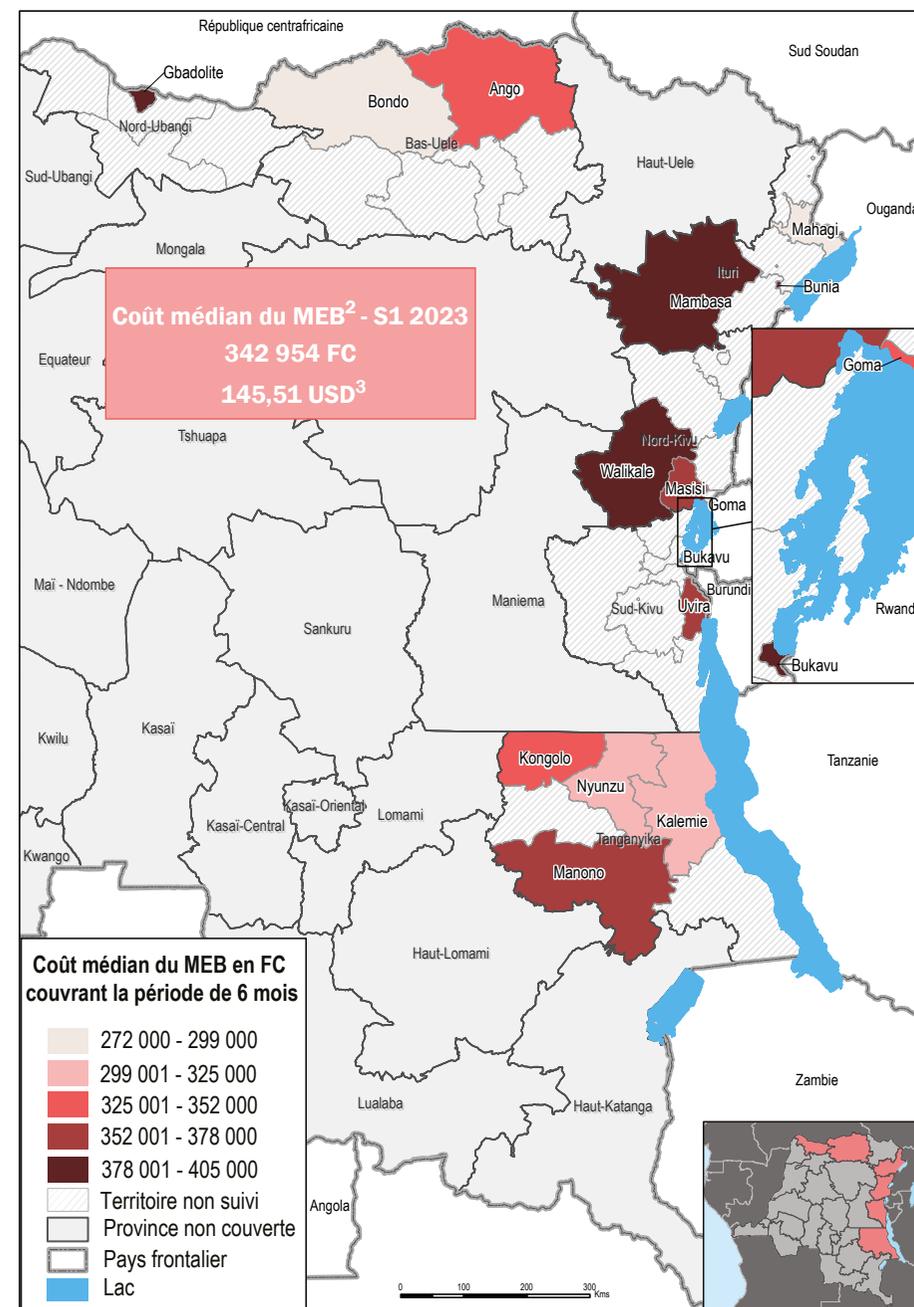


Coût médian du MEB sur la période évaluée :
342 954 FC

RÉSULTATS CLÉS

- Sur l'ensemble des marchés évalués, **le coût médian du MEB sur six mois s'est établi à 342 954 francs congolais (FC)**, équivalant à 145,51 dollars américains (USD)³.
- Entre les mois de janvier et juin 2023, le coût médian du MEB a baissé de 345 673 FC à 339 088 FC, soit -2%. De même, **le coût médian du panier minimum alimentaire (PMA) a diminué légèrement de 1%** (de 227 664 FC à 225 001 FC). Le coût des articles non-alimentaires (articles ménagers essentiels (AME), articles d'eau, hygiène et assainissement (EHA) et combustible) a globalement affiché une tendance à la baisse (-11%), diminuant de 3 212 FC (de 30 039 FC à 26 827 FC).
- **La hausse du coût médian du MEB la plus marquante a été observée au mois d'avril (+8%) où le montant du MEB était également le plus élevé (366 486 FC)**. Cette hausse était uniquement soutenue par des variations des prix alimentaires, ayant augmenté de 10%. **Le coût médian du MEB a connu la baisse la plus importante (-9%) au mois de juin, où son coût était estimé à 339 088 FC**.
- Au cours du premier semestre (S1) 2023, **la dévaluation du franc congolais face au dollar américain était mentionnée comme étant la cause première de la hausse des prix des articles (67%), suivie de l'augmentation des prix auprès des fournisseurs (56%) et de l'instabilité sécuritaire (23%)⁴**.
- Certains commerçants ont rapporté la baisse des prix de certains articles due, entre autres, à **l'amélioration des conditions sécuritaires et trafics routiers, à une production à la hausse des articles alimentaires lors du changement de saison et à l'aide humanitaire apportée aux personnes dans le besoin**.
- **Les marchés congolais sont toutefois en permanence confrontés à de multiples défis liés à l'approvisionnement** pesant sur les activités commerciales et étant à la base de fluctuations des prix des articles du MEB.
- D'après les commerçants, le manque de pouvoir d'achat des ménages, suivi de l'augmentation des prix des articles dans les marchés, étaient des situations récurrentes entraînant la **baisse du taux de fréquentation** des clients dans les marchés.
- **Les vol d'argent et de biens demeuraient les principaux incidents auxquels les commerçant faisaient face**. L'agression physique contre les clients et les problématiques sécuritaires étaient moins souvent mentionnées.

COÛTS MÉDIANS DU MEB PAR TERRITOIRE - S1 2023



ARTICLES DU MEB* ÉVALUÉS⁵

Articles alimentaires		Qté./ménage/ mois
Farine de maïs		37,5 kg
Farine de manioc		37,5 kg
Haricots		27 kg
Huile		3,3 L
Sel		0,75 kg
Eau, hygiène et assainissement (EHA) et combustible		Qté./ménage/ mois
Savon en brique (800 g)		3 pièces
Savon lessive en poudre (50 g)		6 pièces
Bandes hygiéniques (paquet de 10)		2 pièces
Combustible (brasse, charbon, bois)		10 kg
Articles ménagers essentiels (AME) ⁶		Qté./ménage/ an
Natte deux places		2 pièces
Moustiquaire deux places		2 pièces
Bidon en plastique		2 pièces
Pagne 100% coton		1 pièce
Lampe solaire ou à pile		1 pièce
Autres dépenses ⁷		Type de dépenses
Santé	Consultations et transport	70 200 FC
Éducation	Fournitures	4 875 FC
Communication	100 unités	2 000 FC
Abri	Entretien du logement	10 000 FC

 COÛT MÉDIAN DU MEB PAR TERRITOIRE - PREMIER SEMESTRE 2023⁹

Province	Territoire	Nombre de marchés suivis ¹⁰	Coût médian du MEB ^{11, 12}	Évolution janvier-juin ¹³ (MEB)	Évolution moyenne mensuelle janv.-juin ¹³ (MEB)	Coût du panier alimentaire (PMA)	Évolution moyenne mensuelle janv.-juin ¹³ (PMA)	Coût du panier non-alimentaire	Évolution moyenne mensuelle janv.-juin ¹³ non-alim.
Bas-Uele	Ango	1	334 794	360 000 310 000		206 711		38 175	▼-1,8%
Bas-Uele	Bondo	1	276 965	310 000 260 000		157 858		28 192	▲+5,5%
Ituri	Bunia	1	393 395	420 000 320 000		278 213	▲+6,3%	25 764	▼-2,3%
Ituri	Mahagi	1	272 089	310 000 260 000		163 398	▼-1,2%	18 936	▼-1,2%
Ituri	Mambasa	1	404 914	425 000 375 000		283 968	▲+3,2%	29 687	▲+3,3%
Nord-Kivu	Goma	7	332 697	375 000 325 000		220 807	▼-1,5%	24 062	▼-5,2%
Nord-Kivu	Masisi	1	370 990	450 000 300 000		256 217		26 071	
Nord-Kivu	Walikale	1	397 888	480 000 330 000		281 433		26 255	▼-7,2%
Nord-Ubangi	Gbadolite	1	382 873	410 000 360 000		266 048		27 417	
Sud-Kivu	Bukavu	2	404 978	460 000 360 000		286 578	▲+6,4%	26 739	
Sud-Kivu	Uvira	3	365 158	450 000 350 000		249 210	▼-3,5%	25 258	▼-3,8%
Tanganyika	Kalemie	1	313 955	340 000 290 000		200 663	▲+2,8%	26 426	▼-1,5%
Tanganyika	Kongolo	1	327 253	350 000 300 000		209 463		26 715	▲+3,3%
Tanganyika	Manono	2	373 386	430 000 330 000		247 868	▼-1,2%	33 454	▲+1,2%
Tanganyika	Nyunzu	2	303 044	340 000 240 000		180 821		31 040	

Légende :

- ▲ Hausse modérée (de 2% à 9%)
- ▶ Évolution stable (de -1% à 1%)
- ▼ Baisse modérée (de -2% à -9%)

Prix le plus bas Prix le plus élevé

MEB :

PMA :

Non-alimentaire :

* Le MEB est composé d'un ensemble de biens et services de base accessibles sur les marchés que les ménages bénéficiaires de l'assistance humanitaire sont susceptibles de prioriser. Les quantités indiquées dans le tableau ci-dessus correspondent aux besoins minimaux mensuels d'un ménage de cinq personnes comprenant deux adultes, deux enfants de 5 à 17 ans et un enfant de moins de 5 ans⁸.

ÉVOLUTION DES PRIX & GRANDES TENDANCES

Coût médian du MEB total

Dans l'ensemble des marchés évalués, **la médiane du coût du MEB du premier semestre 2023 est estimée à 342 954 FC, équivalant à 145,51 USD**. Alors que le coût médian du MEB était de 345 673 FC en janvier, il a connu une baisse modérée de 4% en février pour atteindre 332 856 FC. Il a augmenté en mars et en avril de 7 380 FC et de 26 250 FC respectivement, pour atteindre 366 486 FC, le coût estimé le plus élevé sur la période analysée. Il a ensuite diminué de 3% en juin pour retrouver approximativement son coût initial de 339 088 FC.

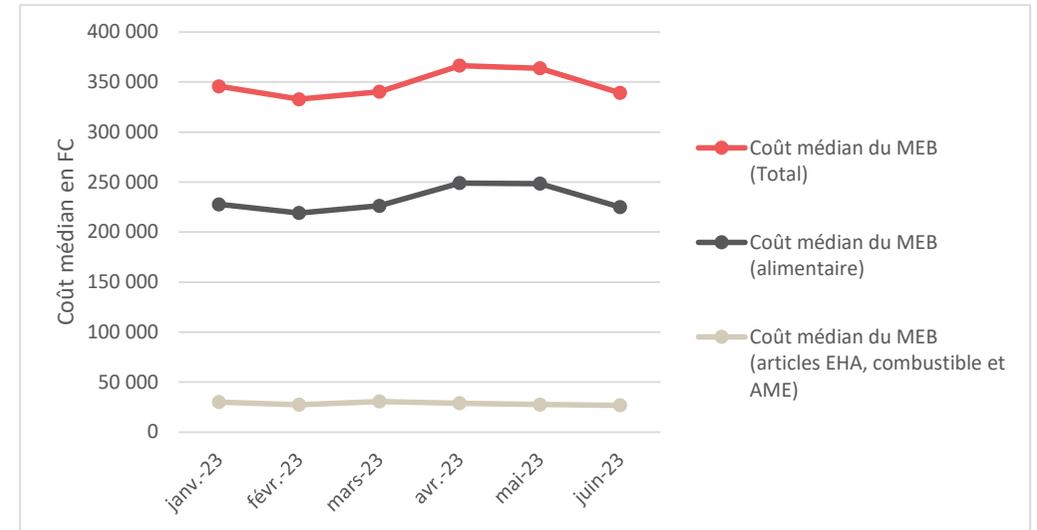
Le coût médian du MEB de la ville de Bukavu (404 978 FC) était le plus élevé, suivi de très près par celui du territoire de Mambasa (404 914 FC). Le coût médian le plus faible du MEB était enregistré dans les territoires de Mahagi (272 089 FC) et de Bondo (276 965 FC).

Au Nord-Kivu, les coûts médians du MEB dans la ville de Goma ont connu une hausse modérée de 8% de janvier à juin, oscillant entre 325 467 FC et 351 307 FC. La baisse et stabilité de la valeur du MEB ont été enregistrées respectivement en février et avril, dues aux variations de la disponibilité des produits alimentaires durant la période des récoltes, de l'assistance humanitaire et réhabilitation des routes favorisant la baisse des coûts des transports et des prix auprès de fournisseurs. Par ailleurs, les échanges commerciaux entre la ville de Goma et ses territoires d'approvisionnement touchés par l'insécurité (dans les territoires de Rutshuru et Masisi notamment) se seraient effectués de façon non officielle moyennant un paiement de taxes illégales¹⁴. Dans le territoire de Masisi, le coût médian du MEB était le plus bas de la province en janvier (328 120 FC), celui-ci a largement augmenté jusqu'à avril pour atteindre 427 567 FC, avant une forte baisse observée au mois de juin qui lui a permis de rejoindre son niveau de début d'année (322 767 FC). Finalement, des variations significatives ont été observées dans le territoire de Walikale : le coût médian du MEB en janvier était de 425 528 FC, est descendu à 332 713 FC en mars, puis a atteint un record en avril à 460 919 FC, avant de retrouver un prix moyen en juin à 364 427 FC¹⁵.

Au Sud-Kivu, alors que le coût médian du MEB semble avoir augmenté de manière progressive de janvier (367 281 FC) à juin (455 139 FC) dans le territoire de Bukavu, le MEB dans le territoire d'Uvira a baissé de 409 955 FC à 350 603 FC.

Au Tanganyika, les coûts médians des MEB des territoires de Kalemie, de Kongolo sont restés relativement stables, oscillant entre 292 782 FC et 339 081 FC. Des variations plus importantes ont été observées dans les territoires de Manono, où le coût médian du MEB était plus élevé (de 339 533 FC à 411 707 FC) et de Nyunzu, où le

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DES COÛTS MÉDIANS DU MEB PAR CATÉGORIE



coût médian du MEB était le plus faible du territoire (de 272 089 FC à 331 199 FC).

En Ituri, les variations moyenne mensuelles à la hausse du coût du MEB étaient observées à Bunia (+7)¹³ et Mambasa (+4). Ces deux zones ont également enregistré des coûts médians mensuels du MEB les plus importants de la province, situés entre 328 199 FC et 423 507 F. Dans le territoire de Mahagi, le coût médian du premier semestre a été évalué à 272 089 FC, le coût le plus bas de tous les marchés évalués, et est resté relativement stable sur la période évaluée (évalué entre 262 074 FC et 289 094 FC).

Coût médian des produits du panier alimentaire

Sur cette période de six mois, le coût médian de la composante alimentaire du MEB s'est situé à 226 933 FC (96,28 USD²). Estimé à 227 664 FC en janvier, le coût médian du MEB alimentaire a connu une augmentation en mars (+3%) et en avril (+10%), avant de retrouver un coût similaire à celui du début de l'année en juin (225 001 FC).

Les raisons de la forte augmentation (+10%) du coût médian du panier alimentaire en avril a été expliquée par la dévaluation de la monnaie locale face au dollar américain (rapportée par 42% des commerçants), la hausse des prix de la part des fournisseurs (42%), le mauvais état des routes (33%) et le coût élevé des transports (25%). Ces facteurs auraient contribué à la variation des prix de l'huile de palme (31%), de la farine de maïs (16%) et des haricots (3%).

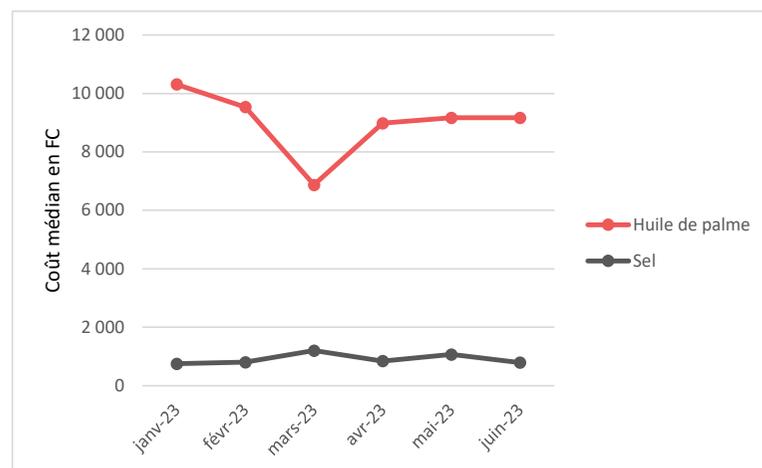
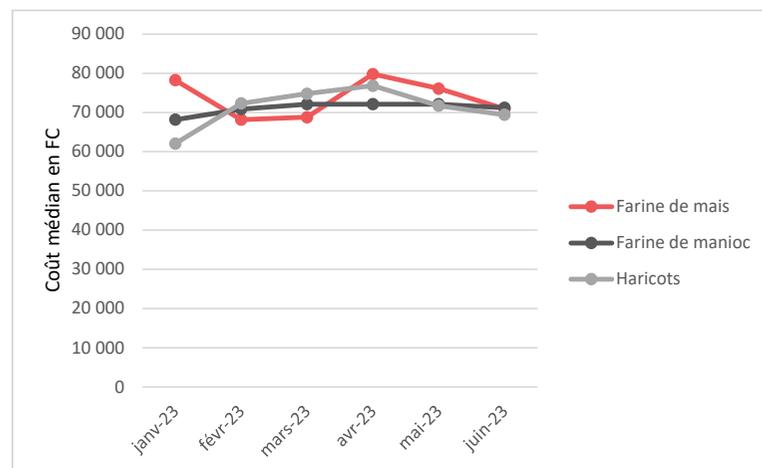
Cette hausse du coût du panier alimentaire a été observée en avril dans 6 des 9 territoires évalués, avec une hausse considérable dans les territoires de Mambasa (13%), Kongolo (19%) et Walikale (59%)¹⁵.

Dans le territoire de Mambasa, la hausse des prix alimentaires était provoquée, d'après les commerçants interrogés, par la baisse de la production agricole, l'instabilité du taux de change et l'augmentation des prix auprès des fournisseurs, faisant varier les prix de la farine de maïs (+20%) et des haricots (+13%). Pour le territoire de Kongolo, la pénurie du carburant et le mauvais état des routes auraient perturbé l'approvisionnement des stocks et entraîné une augmentation des prix¹⁶. Selon les données collectées par l'ICSM dans ce territoire, il ressort que les prix de la farine de maïs, de la farine de manioc et des haricots ont augmenté respectivement de 23%, 15% et 25%. La hausse du panier alimentaire dans le territoire de Walikale concernait seulement les haricots qui ont augmenté de 17% suite à la baisse de la production, causée par les effets du changement de saison. Il est important d'indiquer que la hausse importante du prix du panier alimentaire observée au mois d'avril (59%) dans le territoire de Walikale est influencée par le fait que le prix de la farine de maïs n'a pas été relevé en mars et cela a eu comme conséquence une hausse importante du pourcentage d'évolution en avril⁹. Cette évolution de prix du panier alimentaire doit, par conséquent, être interprétée avec précaution. Le prix de l'huile de palme a été stable dans presque tous les territoires suivis en avril, à l'exception des territoires de Masisi et d'Uvira où des hausses de 33% et 67% ont respectivement été enregistrées.

En revanche, les prix alimentaires ont diminué de 4% en février et de 9% en juin. La variation des prix enregistrée au mois de juin découlait principalement de la baisse du prix de la farine de maïs, suivi des haricots et du sel qui ont diminué respectivement de 7%, 3%, 26% à l'échelle de tous les marchés évalués, notamment en raison de l'amélioration de la situation sécuritaire, de réparations de routes et de la production élevée lors de la reprise de la saison des récoltes dans le nord-est et le centre-est du pays^{17,18}.

La baisse du coût du panier alimentaire observée au mois de juin 2023 était répartie principalement entre les territoires de Masisi (-23%), Manono (-18%), Mahagi (-14%), Walikale (-8%) et Bunia (-7%). Les commerçants du marché de Boshimoo à Masisi ont signalé la baisse des prix du sel et des haricots suite à la disponibilité accrue des produits causée par l'amélioration du trafic routier de Goma-Masisi¹⁹ facilitant les échanges de biens entre ces deux zones. Bien qu'au mois de juin, le prix de l'huile de palme soit resté stable à Masisi, les commerçants ont également indiqué la hausse de la quantité d'huile de palme dans le marché. Dans la province de l'Ituri, la baisse des prix alimentaires concernait les haricots, la farine de maïs et la farine de manioc, et était occasionnée par la baisse du coût des transports et la disponibilité accrue de ces articles pendant la saison des récoltes.

GRAPHIQUE 2, 3 : ÉVOLUTION DES COÛTS MÉDIANS DES PRODUITS DU PANIER ALIMENTAIRE



Coût médian des produits du panier non-alimentaire

Le coût médian des produits non-alimentaires (AME, EHA et combustible) a diminué de 11% au cours de la période évaluée, estimé à 30 039 FC en janvier et à 26 827 FC en juin. La médiane calculée sur les six mois analysés était à 28 256 FC.

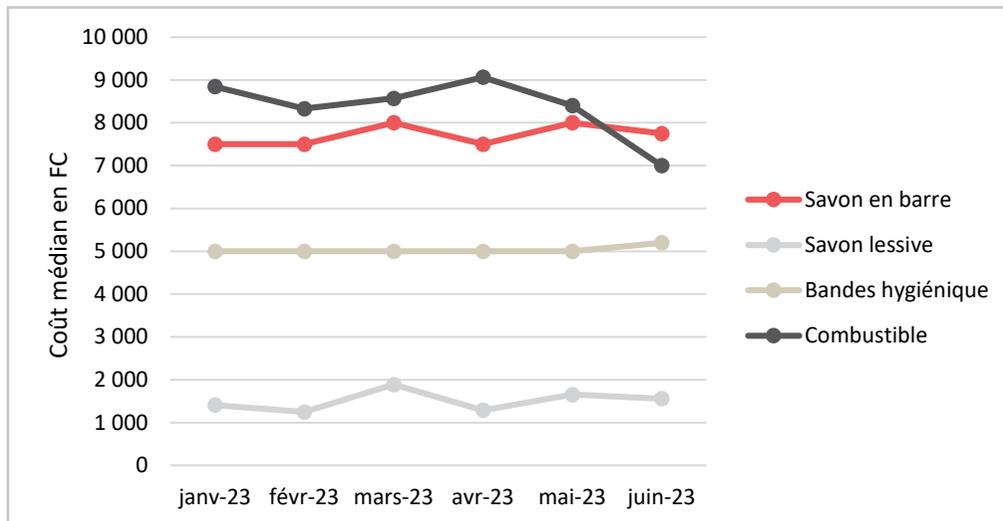
Durant ce cycle de collectes de données, les prix du savon lessive, du savon en barre et du combustible ont significativement varié, alors que le coût de la bande hygiénique est resté relativement stable de janvier jusqu'à mai, avant de connaître

une hausse modérée de 4% au mois de juin.

La répartition des coûts médians selon les territoires évalués en mars a mis en évidence des hausses des prix médians des produits non-alimentaires suivis dans les territoires d'Uvira (16%), de Kongolo (11%), de Masisi (7%) et de Kalemie (7%). L'augmentation des prix observée à Uvira est attribuée à la faible disponibilité du combustible et à l'instabilité du taux de change, ayant augmenté les prix du savon lessive, de la bande hygiénique et du combustible.

Par ailleurs, il est important de noter plusieurs limites concernant l'analyse des coûts des articles AME²⁰. Les prix de certains AME, en particulier celui des moustiquaires et des bidons de 10 litres, sont difficiles à collecter du fait de leur faible disponibilité sur les marchés, entraînant ainsi un manque régulier d'informations collectées. En effet, la moustiquaire est fréquemment un article qui est distribué gratuitement auprès des ménages congolais pour lutter contre le paludisme. Certains commerçants vendant cet article se montrent donc souvent réticents à répondre aux différentes questions relatives à cet article, craignant d'éventuelles répercussions de la part des autorités locales, qui interdisent parfois la vente des moustiquaires, distribuées gratuitement. De plus, les bidons de 10 litres sont souvent indisponibles, des bidons de 20 litres étant plus souvent disponibles. Puisqu'il est impossible de comparer le prix de ces deux articles différents, l'information ici analysée se base sur une base de données plus petite que pour d'autres articles.

GRAPHIQUE 4 : ÉVOLUTION DES COÛTS MÉDIANS DES PRODUITS DU PANIER NON-ALIMENTAIRE (EHA ET COMBUSTIBLE)



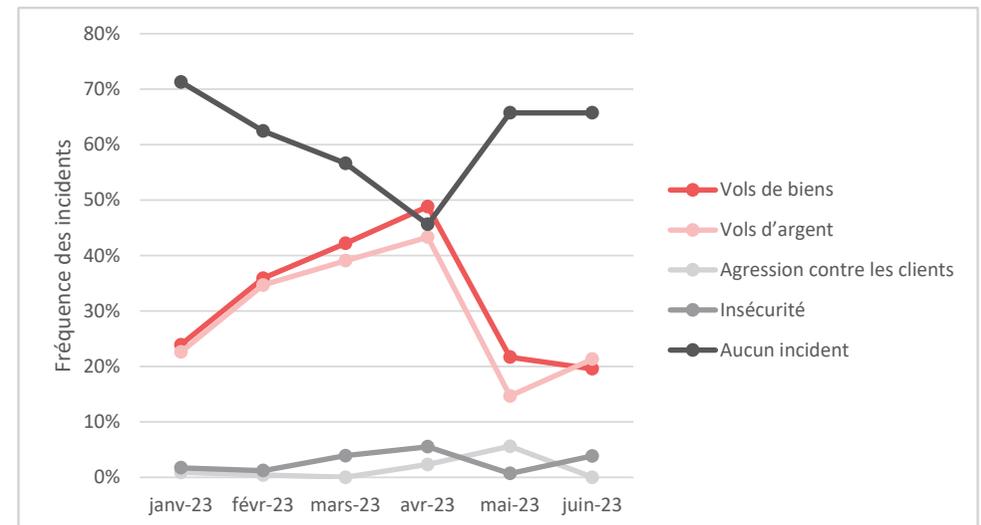
Fréquence des incidents

La fréquence des incidents sur l'ensemble des marchés suivis durant la période étudiée a connu une hausse consécutive durant les trois premiers mois de l'année, avant de se stabiliser au mois de juin 2023. Au mois de janvier comme en juin, plus de 60% de commerçants interrogés avaient rapporté n'avoir subi aucun incident. Cela était le cas d'uniquement 46% des commerçants au mois d'avril. **Le pourcentage le plus élevé de commerçants (54%) rapportant avoir subi au moins un incident survenu dans les marchés évalués a donc été observé au mois d'avril, pour lequel la plus importante augmentation de difficultés de réapprovisionnement a également été évaluée.**

Les incidents les plus souvent rapportés tout au long de la période évaluées sont des vols de biens et d'argent. Un faible pourcentage (7%), mais non-négligeable, de commerçant ont également signalé des cas d'insécurité présents dans leur région ou rapportent être témoin d'attaques visant les clients. Ces incidents affectaient évidemment sur les bénéficiaires et les capacités financières pour renouveler les stocks des commerçants.

Aussi, après cette baisse de cas d'incidents observée au sein des marchés suivis au mois de mai, une hausse d'insécurité a été enregistrée en juin au sein de deux marchés évalués dans les territoires de Mambasa et de Manono^{21, 22}, situés respectivement dans les provinces de l'Ituri et du Tanganyika.

GRAPHIQUE 5 : % DE COMMERÇANTS PAR TYPES D'INCIDENTS⁴

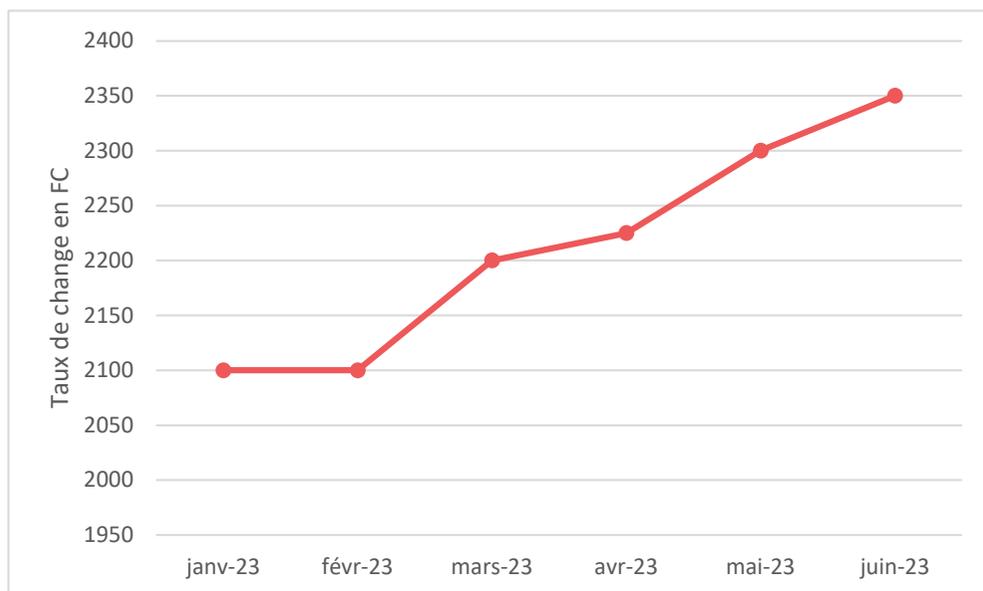


Taux de change

L'analyse de l'évolution du taux de change de janvier à juin 2023 a affiché une hausse progressive dès le mois de mars. L'augmentation la plus importante enregistrée a été rapportée entre les mois de février et mars. En effet, alors que jusqu'à ce début d'année, 2 100 FC s'échangeait habituellement contre 1 dollar américain, ce taux est monté à 2 200 en mars, et a continué d'augmenter jusqu'à 2 350 FC en juin, soit une hausse de 12%. De plus, les données collectées durant la période considérée montrent que le taux de change a varié d'un territoire à un autre. Au mois de juin 2023, le taux de change médian était évalué à 2 100 FC dans le territoire de Masisi, alors que celui-ci était de 2 350 FC dans les territoires de Manono et de Bunia.

La chute du franc congolais face au dollar américain a donc impacté les dépenses des ménages congolais et a fait grimper les prix sur les marchés²³, comme le montrent les résultats de l'ICSM.

GRAPHIQUE 6 : ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE



Approvisionnement²⁴

Sur l'ensemble des marchés évalués entre janvier et juin 2023, le renouvellement du stock des produits alimentaires et celui des articles non-alimentaire ont constitué respectivement des difficultés pour 48% et 26% de commerçants. Comme précédemment mentionné, les difficultés d'approvisionnement se sont

intensifiées au mois d'avril (72%), mois lors duquel le coût du MEB était le plus élevé et où les incidents sécuritaires étaient rapportés par le nombre le plus élevé de commerçant. Il est intéressant de noter ici que les incidents liés aux vols lors de réapprovisionnement signalés au mois d'avril étaient rapportés par la quasi-totalité (96%) des commerçants interrogés sur les marchés de Goma.

Le réapprovisionnement restait un défi majeur rapporté par les commerçants dans plus de la moitié des 15 territoires évalués, notamment à Mambasa, Ango, Bondo, Bunia et Manono. **Au cours du premier semestre de 2023, le mauvais état des infrastructures routières, le coût élevé des transports, les vols lors de réapprovisionnement, la multiplicité des taxes et la hausse des prix de fournisseurs due également à la dévaluation de la monnaie locale étaient parmi les causes récurrentes liées aux difficultés de l'approvisionnement, selon les commerçants.** L'insécurité était la plus souvent rapportée dans les territoires de Mambasa, Mahagi, Masisi et Walikale. Ces facteurs perturbateurs incitaient les commerçants à adapter les prix à la hausse pour maintenir rentables leurs activités commerciales. **Par ailleurs, les prix d'un même produit au sein d'un même marché dépendaient aussi du lieu d'approvisionnement des commerçants, le prix variant en fonction de la distance et du coût du transport.**

% DE COMMERÇANTS PAR TYPES DE DIFFICULTÉS DE RÉAPPROVISIONNEMENT⁴

Types de difficultés de réapprovisionnement	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Hausse du prix auprès des fournisseurs	46%	37%	31%	14%	20%	23%
Mauvais état des routes	41%	30%	27%	17%	25%	36%
Coûts élevés du transport	27%	30%	23%	16%	22%	48%
Vols lors de réapprovisionnement	14%	39%	34%	72%	36%	3%
Coûts élevés des taxes	33%	4%	19%	7%	26%	15%
Insécurité dans les environs du marché	29%	13%	8%	2%	5%	4%

Taux de fréquentation des marchés

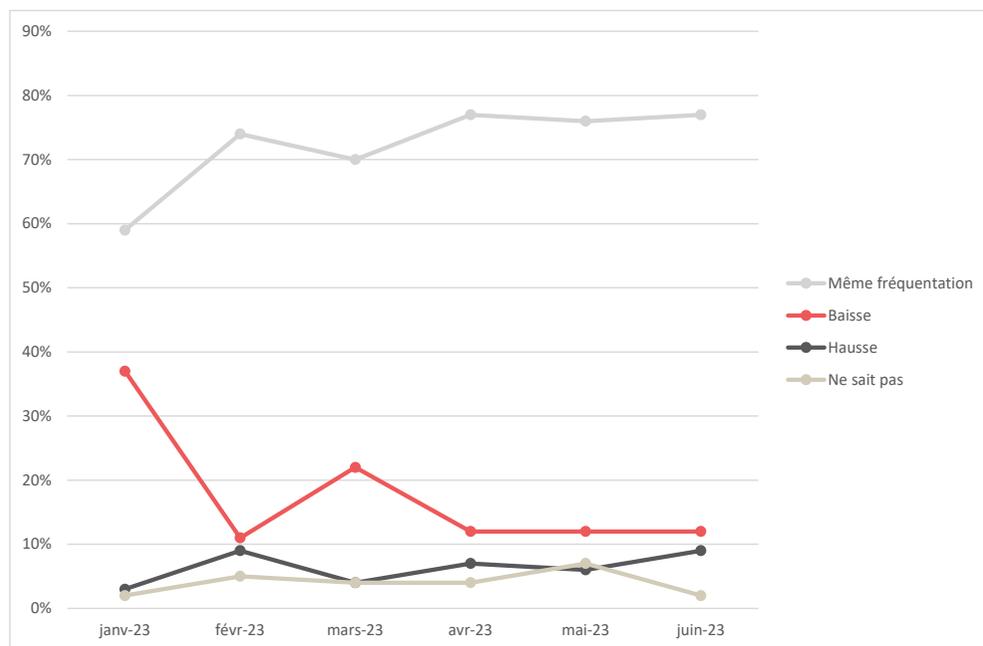
Durant la période étudiée, plus de la moitié des commerçants rapportaient que le taux de fréquentation des marchés demeurait stable d'un mois à l'autre sur l'ensemble des marchés suivis. Au mois de février, 9% des commerçants

avaient déclaré observer une augmentation du nombre de clients dans les marchés, principalement grâce à la disponibilité accrue des produits (42%), à la baisse des prix de fournisseurs (30%) et à l'amélioration de la situation sécuritaire (17%)⁴.

La baisse la plus forte du taux de fréquentation des clients dans l'ensemble des marchés suivis a été signalée en janvier 2023 par 36% commerçants interrogés, notamment en raison du manque de moyens financiers des clients (58%) et de la hausse des prix des articles (35%), et dans une moindre mesure la faible disponibilité des produits (10%)⁴. La majorité des commerçants ayant rapporté une baisse de clients en janvier se trouvait dans les territoires de Mambasa (71%), Walikale (82%), Masisi (75%) et Bondo (56%).

Par ailleurs, le déplacement de la population vers les zones d'évaluation exerçait une pression sur les marchés en augmentant les prix des biens à la suite d'une plus forte demande²⁵. En effet, lors de l'évaluation menée au mois de mars par exemple, la majorité des commerçants interrogés dans le marché de Boshimoo dans le territoire de Masisi a rapporté une hausse significative du coût du MEB de 18%, après une arrivée des personnes déplacées internes dans la zone de santé de Pinga, fuyant l'insécurité causée par les groupes armés.

GRAPHIQUE 7 : ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION DU MARCHÉ



(%) modalités de paiement acceptées par les commerçants⁴

Tout au long de la période étudiée, le franc congolais restait le moyen de paiement le plus accepté par les commerçants enquêtés (99%), alors que le dollar américain était le deuxième moyen de paiement le plus souvent rapporté comme étant accepté par les commerçants (59%).

Si le paiement par crédit était accepté que par une faible proportion des commerçants, le transfert d'argent par téléphone a été rapporté comme étant un mode de paiement accepté par aucun des commerçants interrogés. L'achat par crédit était généralement basé sur une relation de connaissance entre les clients et commerçants. **Dans le territoire de Nyunzu, quelques commerçants ont évoqué une difficulté liée au fait que certains de leurs clients ne payaient pas leurs dettes au moment convenu, ce qui pouvait perturber le temps qu'ils s'étaient fixés pour un réapprovisionnement optimal.**

Le paiement de biens en shilling ougandais est observé dans le territoire de Mahagi, situé près de la frontière ougandaise. **L'absence d'industrie dans le territoire de Mahagi aurait favorisée la monnaie ougandaise qui semblait être préférée que la monnaie congolaise, du fait que cette devise permettait aux commerçants congolais d'effectuer leurs achats de produits manufacturés en Ouganda.²⁶**

MÉTHODOLOGIE

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix dans des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page 11. Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les [termes de référence](#) de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié. Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont priorités ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont priorités. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin de permettre le calcul du coût du MEB dans tous les marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a été relevé pour un article dans un marché, le prix médian de cet article à l'échelle du territoire est utilisé. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des coûts médians des marchés concernés est utilisée.

Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec des commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

Dans la mesure du possible, afin de garantir un niveau raisonnable de fiabilité de données, il est recommandé d'effectuer au moins trois entretiens par article. Pour un certain nombre d'articles ménagers essentiels, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint dans la plupart des marchés évalués, en raison de la rareté de ces articles.

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle nationale. Cependant, ces unités de mesure locales étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué. Le nombre de marchés suivis dans le cadre de l'ICSM reste pour l'heure limité tant en nombre qu'en matière de couverture géographique. Des discussions avec des partenaires sont en cours afin d'étendre cette couverture.

PUBLICATIONS DE L'ICSM

Août 2023	Fiche d'information - Base de données
Juillet 2023	Fiche d'information - Base de données
Juin 2023	Fiche d'information - Base de données
Mai 2023	Fiche d'information - Base de données
Avril 2023	Fiche d'information - Base de données
Mars 2023	Fiche d'information - Base de données
Février 2023	Fiche d'information - Base de données
Janvier 2023	Fiche d'information - Base de données

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM [ici](#).

À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes interagences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/UNOSAT).

FINANCÉ PAR :



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

NOTES DE FIN

1. OCHA, janvier 2023, [Aperçu des besoins humanitaires 2023 : République Démocratique du Congo](#).
2. À partir du mois de juin 2023, la méthodologie d'agrégation des coûts médians a été revue, sous recommandation de certains acteurs techniques afin d'être plus robuste. Les résultats ne changeant pas significativement, les comparaisons avec les mois précédents sont présentées, mais doivent être considérées avec d'autant plus de prudence. Les coûts médians sont désormais calculés en utilisant la médiane des coûts par marchés concernés - calculée à partir de la médiane des coûts pour chacun des articles collectés au sein d'un même marché, quel que soit le niveau d'agrégation. Cette méthodologie remplace la méthodologie dite de «la médiane des médianes», qui consistait à calculer un coût médian au niveau national à partir d'un coût médian au niveau régional, calculé à partir d'un coût médian au niveau des provinces, lui-même calculé à partir d'un coût médian au niveau des territoires, qui était calculé à partir des coûts médians des marchés concernés. Pour cette analyse de tendances des coûts du MEB, la médiane du premier semestre provient du calcul de la médiane des médianes mensuelles de six cycles de collecte de données. De plus, il a été décidé d'appliquer la nouvelle méthodologie pour toutes les données collectées de janvier à mai. Par conséquent les valeurs monétaires du MEB obtenues dans cette analyse sont relativement différentes à celles de l'ancienne méthodologie.
3. Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la [Banque centrale du Congo](#) (1 USD = 2356,8994 FC au 15 juin 2023).
4. Chaque commerçant avait la possibilité de donner plusieurs réponses (question à choix multiple), le total des réponses est généralement supérieur à 100%.
5. Les articles alimentaires, les articles EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Les prix des AME utilisés dans cette analyse sont ceux collectés lors des évaluations effectuées au mois de janvier et avril 2023.
6. Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par six ou par douze selon le nombre de pièces consommées annuellement.
7. Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de l'ICSM. Afin de permettre leur intégration au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été retenus en se basant sur les sommes incluses dans le canevas du [MEB national harmonisé](#).
8. Les informations sur la composition du ménage sont tirées de l'enquête par grappe à indicateur multiple [MICS-RDC-2018](#).
9. Lorsqu'aucun prix n'a été collecté pour un article dans un marché à un mois donné, la valeur a été remplacée par « NA », mais afin de permettre le calcul du coût médian du MEB, les valeurs manquantes ont été remplacées par le coût médian de l'article parmi les médianes de l'ensemble des marchés évalués lors du mois en question.
10. Le nombre de marchés suivis est indiqué en rouge lorsque le seuil minimum de trois marchés dans le territoire concerné n'a pas été atteint.
11. Le calcul du coût médian du MEB comprend les articles alimentaires et non-alimentaires présentés dans le tableau à la page 3, ainsi que les sommes fixées pour les autres types de dépenses (santé, éducation, communication et abri). Pour le détail des sommes fixes, voir la composition détaillée du MEB en page 3.
12. En raison de l'indisponibilité de certains partenaires de l'ICSM, les territoires d'Ango, Bondo, Bukavu, Bunia, Gbadolite, Mahagi, Manono et Nyuzu n'ont pas été évalué sur chacun des six mois. Les coûts médians du MEB qui n'ont pas été évalués ont été ici remplacés par la médiane des coûts médians du MEB disponibles de chaque territoire concerné.
13. Les coûts médians non-évalués par territoire ne sont pas représentés dans les différents graphiques. Toutefois, pour pouvoir calculer les évolutions moyennes mensuelles, la médiane des coûts médians du MEB par territoire a été utilisée pour combler les données manquantes. A cet effet, les variations moyennes mensuelles issues des territoires où certains coûts du MEB sont remplacés à cause de données manquantes doivent être interprétées par précaution.
14. VAM, avril 2023, Goma, [bulletin des prix alimentaires](#).
15. La hausse importante du coût du MEB et du panier alimentaire observée au mois d'avril dans le territoire de Walikale est influencée par le fait que le prix de la farine de maïs n'a pas été relevé en mars et cela a eu comme conséquence une hausse importante du pourcentage d'évolution en avril. Cette évolution doit, par conséquent, être interprétée avec précaution.
16. CAID, juin 2023, [bulletin LOKOLE](#).
17. FEWS NET, juin 2023 - janvier 2024, [Perspectives sur la sécurité alimentaire](#).
18. En raison de leurs pondérations élevées attribuées lors du calcul du coût médian des produits alimentaires pour un ménage de 5 personnes, la farine de maïs (37,5 kg) et des haricots (27,5 kg) ont significativement fait baisser les prix du panier alimentaire par rapport au sel qui a une pondération très faible (0,75 kg) malgré sa variation estimée de 26% au mois de juin.
19. Radio Okapi, juin 2023, Nord-Kivu, [Réhabilitation partielle de l'axe Masisi-Goma](#).

20. La lampe étant l'un des produits du MEB possédant des modèles variés avec une disparité importante des prix fixés selon les modèles, les enquêteurs n'ont pas toujours la possibilité de suivre le même type de lampe d'un mois à l'autre pour s'assurer de son évolution réelle de prix dans le marché habituel. De plus, Pour les cycles de la collecte de données où les AME ne sont pas suivis, les coûts médians du MEB de ces articles se basaient sur les prix des AME évalués aux mois de janvier et d'avril. Toutefois, ces coûts médians des AME obtenus par la méthode de remplacement pourraient être différents à ceux de janvier et avril si au moins un marché qui a été suivi lors du relevé des prix de ces articles n'a pas été évalué lors de la collecte suivante. Ces points susmentionnés constituent également les limites de la méthodologie dans la mesure où un prix manquant d'un article et la différence du nombre de marchés évalués d'un mois à l'autre affectent les résultats d'analyse lors de calcul de coût médian du MEB et de son évolution.
21. Radio Okapi, juin 2023, [Attaque des rebelles à Mambasa](#).
22. OCHA, juin 2023, [Situation humanitaire dans la province de l'Ituri](#).
23. Aficanews, avril 2023, [La chute du franc congolais face au dollar américain.](#)
24. A partir du cycle du mois de juin, la procédure de calcul des fréquences relatives à la question de réapprovisionnement a été revue, la fréquence n'est plus basée sur un double comptage, c'est-à-dire un commerçant vendant au mois deux types d'articles rapporte la même réponse pour les deux types d'articles au sujet de réapprovisionnement, seulement une réponse sera comptabilisée.
25. USAID, mars 2023, [Situation d'urgence, République Démocratique du Congo](#)
26. Mediacongo.net, juillet 2020, [La société civile contre l'utilisation de la monnaie ougandaise sur le Marché de Mahagi](#).